

FAIRE LE TRI

TS CENTRES DE **POSTIERS**
NOUS N'AURONS QUE CE QUE
NOUS PRENDONS!...



DANS LA GREVE DES POSTES

Cette brochure n'est ni une description complète, ni une analyse de la grève des postes (17 octobre 1974 - 30 novembre 1974). Elle donne seulement quelques réflexions sur les faits de la grève jugés les plus marquants. À ceux qui la liront et qui trouveront qu'elle peut faire réfléchir et discuter d'autres travailleurs de la diffuser le plus largement, d'abord chez les postiers.

"NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS"

(voir photo de la couverture)

Les postiers qui avaient commencé la grève le 17 octobre 1974, ceux des centres de tri, ont repris le travail après 47 jours de grève sans avoir rien obtenu pratiquement.

Pourquoi une grève si puissante (il y eut un moment plus de 300.000 postiers en grève), si unanime (dans les centres de tri, il y eut jusqu'à la reprise plus de 90% de grévistes), partie de la volonté des travailleurs (c'est la base qui l'a démarrée sans mot d'ordre syndical), menée avec un tel enthousiasme, a-t-elle finalement échouée?

Pourquoi des travailleurs aussi déterminés ont-ils été acculés à la reprise?

La grève avait le soutien des syndicats; elle était populaire non seulement parmi les fonctionnaires mais aussi parmi tous les autres travailleurs. Le combat des postiers pour les salaires (200F mensuels de plus pour tous, 1.700F de salaire mensuel minimum) c'était celui de tous au moment où, par les hausses de prix, le capital essaie de faire payer aux travailleurs ses propres difficultés.

Pourquoi une telle bataille qui était aussi celle de tous les travailleurs n'a-t-elle pas rencontré un soutien plus actif, pourquoi n'a-t-elle pas débouché sur autre chose?

Beaucoup disent: c'est la faute des dirigeants, des jaunes, des syndicats, des partis politiques, du gouvernement, des autres travailleurs, etc... des autres qu'on.

Parler des autres, c'est compter sur les autres, c'est éviter de regarder ce qu'on a fait, ce qu'on n'a pas fait, ce qu'on aurait pu faire. Avant de s'occuper des autres, si on s'occupait de soi-même.

Une banderolle dans une manifestation récente portée par des jeunes postiers proclamait:

"Nous n'aurons que ce que nous prendrons"

Avons "nous" pris "nous" mêmes tout ce que "nous" pouvions prendre?

Avons "nous" agi par "nous" mêmes pour "notre" propre intérêt?

Avons "nous" fait "nous" mêmes ce que "nous" devons faire?

C'est la seule question qui doit être posée, pas seulement par les postiers, mais par chacun de nous et tous ensemble.

"IL Y A UN RISQUE SÉRIEUX DE DÉSORGANISATION DE LA POSTE POUR UNE TRÈS LONGUE DURÉE"

"Nous craignons que les jeunes grévistes des PTT puissent maintenant être tentés d'employer des types d'action de révolte individuelle. Il y a là un risque sérieux de désorganisation de la poste pour une très longue période; même si les syndicats ne sont pas d'accord"

Qui parle ainsi?

Pas Lalong, ministre des PTT ou Ceyrac, Président du CNPF. C'est Edmond Maire, Secrétaire Général de la CFDT (entretien publié le 22-11-1974 dans le Dauphiné Libéré)

Des choses du même genre, on les avait retrouvées tout au long de la grève dans les tracts syndicaux, dans les déclarations des chefs syndicaux, y compris les petits responsables dans les centres. On faisait grève "pour être en mesure de mieux servir les usagers", pour que "les PTT restent un service public digne de ce nom" (tract CGT chèques postaux)

"Ce que veulent les postiers, c'est pouvoir travailler dignement et vivre décemment de leur travail en assurant un bon service aux usagers" (motion commune des syndicats CGT, CFDT, FNT aux députés le 18 novembre 1974)

On entendait aussi le même écho sur la "qualité du travail" à la porte des centres de tri, dans la bouche de syndiqués de base, titulaires:

"Les auxiliaires qui travaillent avec nous, ne sont pas motivés. Ils viennent là en attendant de trouver un autre travail plus rémunérateur. Ce n'est pas sérieux ... Le courrier "affaires" augmente. Le personnel n'augmente pas en proportion"

Les chefs et les titulaires nous le disent: c'est la faute des dirigeants qui embauchent des auxiliaires (92.000 sur 400.000 postiers). Mais ils disent aussi un peu c'est la faute des auxiliaires qui ne sont pas "motivés", qui ne pensent qu'au fric, qui ne sont pas "sérieux". Tout juste si on ne dit pas que leur "mauvais esprit" contamine les titulaires.

Alors la mauvaise qualité du "service", la mauvaise qualité du travail, c'est principalement les auxiliaires, ces DS de la poste, qui en majorité hantent les centres de tri, cet appareil nerveux de la poste.

UNE LETTRE POSTÉE AVANT 19h DOIT ÊTRE DISTRIBUÉE LE LENDEMAIN MATIN

C'est la règle d'or des PTT, celle des patrons, mais aussi celle des syndicats. Mais qu'est ce que ça veut dire pour celui qui travaille.

Il suffit ces temps-ci d'ouvrir un journal d'écouter la radio, de ramasser un tract pour savoir l'essentiel.

- sur les salaires (de 130.000F à 200.000F par mois)
- sur les conditions de travail (en équipe souvent, 2x8 ou 3x8) avec dans les tris ou aux guichets toutes les astuces du travail au rendement, de la productivité, de l'automatisation, etc... (les auxiliaires dans les tris subissent de fréquents chronométrages)
- sur les conditions de vie: le racolage des jeunes et surtout des DS des centres de tri où des chèques postaux dans les départements français sous-développés (Sud de la France ou Est, Antilles ...) et qui doivent se débrouiller tout seuls dans un Paris où la vie n'est pas facile pour ceux qui n'ont pas de fric.

Comme toujours, ce sont les plus mal payés qui font le travail le plus épuisant dans les plus mauvaises conditions.

La "qualité du service" -que ce soit la faute du gouvernement ou pas, on s'en fout - "la qualité du service", c'est le rendement et la productivité des OS des postes. Et c'est sur eux d'abord que pèse la "modernisation" et la "rentabilité" du service.

C'est bien évident que le poste est nécessaire et que c'est un service public dont le bon fonctionnement correspond à "l'intérêt général". C'est un problème dont beaucoup parmi les postiers eux-mêmes ressentent l'importance. A cause de cela, les dirigeants politiques et syndicaux peuvent faire croire qu'ils défendent les mêmes intérêts que les postiers, que les travailleurs. C'est pour cela que leurs déclarations sur l'intérêt du service peuvent rencontrer un certain écho. La grève montre précisément qu'il n'en est pas ainsi.

Ce n'est pas le futur des centres mécanisés qui compte, c'est la vie et le travail d'aujourd'hui. Cette vie est rendement, abrutissement, déqualification. Tout comme les OS de partout. Et les machines perfectionnées ne feront qu'augmenter rendement, abrutissement, déqualification. Elles ne feront qu'augmenter le nombre des OS, qu'augmenter les cadences.

Qu'est ce qui se passe quand on a trop de boulot à faire, trop de lettres à trier avant le soir? On fait comme tous les autres OS des usines du monde entier: on ralentit la cadence, on trouve des combines individuelles ou en petit groupe pour réduire le travail quotidien.

Et quand on en a marre, parce qu'on ne peut pas faire grand chose, à cause des chefs, ou à cause du chrono., ou à cause d'une machine, parce qu'on est coincé entre celui qui est avant et celui qui vient après, si on trouve mieux ailleurs question boulot ou question salaire, on se barre ailleurs.

La qualité du service tant vantée par les chefs, l'honneur des PTT, si on y croit, on y laisse sa peau. D'autant plus si on est OS auxiliaires des PTT.

La maladie des PTT c'est celle des OS de partout, celle de tous les travailleurs devant le travail qu'on leur impose. La révolte individuelle dont parle Edmond Maire, le chef syndical, c'est notre intérêt, c'est notre vie.

Entre la qualité du service et leur vie d'homme, les postiers, les auxiliaires et particulier ceux du tri, ont choisi depuis longtemps.

"JE NE VEUX PAS MOURIR 'IDIOT'!" (banderolle portée par les postiers lors de la manifestation du 28-10-1974)

Ce n'est pas aux conneries de Lelong (1) déclarant que le travail des postiers était un travail idiot que les postiers répondaient, c'était à tous ces chefs baratinant sur la "désorganisation de la poste", ou le "bon service aux usagers".

Les postiers exprimaient simplement leur position de prolétaire face à leur exploitation, celle qui tend à les réduire à des machines, à des choses. Et cette position ils l'expriment malgré les divisions entre titulaires et auxiliaires, entre les centres, les brigades, les entillais et les autres, les femmes et les hommes etc... (Par exemple au tri d'Austerlitz sur 2.500 postiers, 1.000 sont entillais, 500 sont des femmes)

(1) Conneries bien calculées quand on y regarde de près. Pendant que les postiers et autres s'exaltaient après Lelong dans les manifs., ils ne pensaient pas à organiser leur grève. "Lelong t'est court" criaient les slogans syndicaux. C'était plutôt l'action des postiers eux-mêmes qui était courte.

Il y a longtemps déjà que tous les postiers (spécialement dans les tris) savaient ce qu'ils devaient faire eux-mêmes pour la qualité de leur vie.

Au cours des années écoulées, des exemples, il y en a à foison. Pas des journées d'action, les petits débrayages, bien organisés, prévus dans les plans syndicaux. Mais tous ce que les "usagers" constataient plus ou moins constamment: de retards dans le courrier. Les journaux n'en parlaient pas. Mais une chose était sûre: pour ne pas mourir "idiots", les postiers "désorganisaient le service"

Ca allait de la déserte individuelle (mettre à la poubelle toute le merde publicitaire, les cartes postales de vacances, les retours, etc...), jusqu'à l'action concertée pour refuser la cadence (laisser le surplus pour le lendemain ou pour plus tard) ...

On pourrait parler de sabotage. Pour certains c'était vrai, pour d'autres c'était l'impossibilité de tenir la cadence. Mais le résultat, c'était bien quand même le sabotage du service comme le voyaient les chefs.

Quand ça faisait un trop gros tas, ça crevait le vûr du silence de la presse et on entendait parler des postes.

- du 13 juin au 10 juillet dernier, à Goussainville (Oise) 20 employés d'un petit bureau font grève - 27 jours - parce qu'ils en ont marre de tout un tas de choses dans leur boulot; la violence d'un chef fait déborder la mesure. Ils restent isolés, ils "reprennent" sans rien.
- en juillet au tri de Paris-Nord, 500.000 lettres sont en souffrance. Les syndicats disent "insuffisance d'effectif"; c'est vrai, mais c'est d'abord parce que les postiers refusent de travailler à une autre cadence que la leur, de faire des heures supplémentaires, de mourir idiots. Ca s'appelle la lutte de classe.
- à St. Etienne le 11 octobre, les postiers décident de ne plus trier que le courrier urgent. 200 à 300.000 lettres restaient en carafe.
- etc... etc...

Tout le monde peut compléter la liste à volonté

Ce qui est sûr, même si les syndicats locaux "appuient" ou "couvrent", par force d'ailleurs, c'est que ce sont les postiers, des travailleurs qui luttent eux-mêmes pour leur intérêt à eux, dans une sorte de grève perlée permanente quotidienne qui échappe à tous.

QUAND LA MESURE DEBORDE UN PEU, L'UNITE DE LA LUTTE APPARAIT TOUT A COUP

Le 6 octobre au centre de tri de Paris-Brune, les 1.500 de toutes les brigades se mettent en grève contre l'installation d'une machine qui va accroître la productivité, c'est à dire permettre un contrôle des cadences, isoler chaque postier dans des unités individuelles de tri. Ca veut dire briser la lutte larvée, la grève permanente. C'est la réponse de l'administration aux mouvements de lutte souterrains.

Immédiatement la grève éclate, spontanément, sans les préavis de la loi acceptée par les syndicats. Pas contre "la privatisation des PTT" comme les communiqués syndicaux le proclament (2)

La direction cède immédiatement et le 8 octobre, la grève est finie, les machines sont mises à la ferraille. La grève de Paris-Brune est connue rapidement dans tous les tris; elle a montré:

- qu'on peut faire la grève à l'échelon d'un centre sans préavis
- qu'on n'a pas besoin des syndicats au départ (FD avait donné son accord à l'installation des machines). La grève "sauvage" a éclaté sans les syndicats qui ont ensuite "donné leur appui" à la grève.

(2) ce thème de la lutte contre la "privatisation des PTT" sera d'ailleurs un thème largement repris lors de la grève générale, par les syndicats et les groupes politiques (d'autant plus qu'ITT est partie prenante). Mais qu'est ce que ça fout à des OS auxiliaires (des effectifs des tris) de bosser pour l'Etat ou une boîte privée

UNE PETITE SAUTERIE SYNDICALE ANNUELLE : Le bal des demoiselles des PTT
Le vote du budget des PTT à l'Assemblée Nationale

Ce n'est pas que les syndicats "ne s'occupent pas de nous". C'est même leur souci constant. Mais ils y pensent à leur manière. Ils pensent que la lutte, ça doit passer par eux et qu'ils sont qualifiés pour discuter de tout avec le patron, avec l'administration

Beaucoup de postiers continuent aussi de la penser. On le verra bien pendant la grève.

Pratiquement tous les ans, en fin d'année, on débraie dans les PTT à l'appel des syndicats pour obtenir plus de crédits" c'est à dire la titularisation de tous, l'embauche d'autres titulaires, des avantages divers (primes), des salaires en plus (1,2% ou un peu plus). On "fait pression" dans des "journées d'action" pour "appuyer nos délégués" dans leurs démarches auprès du ministère ou des parlementaires "ouvriers". Ça commence, ça se déroule et ça se termine à peu près de la même façon, comme une fête annuelle un peu vieillotte à laquelle les participants, les travailleurs des postes ne croient plus guère.

Dans les "semaines d'action syndicales" qui débutent la semaine du lundi 14 octobre au vendredi 19 octobre, les syndicats ne projettent que des choses qui ne vont pas "désorganiser les PTT". Au départ, comme il y a "quand même" comme ils disent "un mécontentement dans les PTT", ils organisent des assemblées par service, par brigade pour permettre de recueillir les revendications.

C'est une des fonctions des syndicats de prendre ainsi la température de la base pour la communiquer aux chefs et au ministère dans les fameux "cahiers de revendications". Tout comme c'est leur fonction de revenir ensuite dire ce que les chefs ou les ministres ont répondu et d'expliquer, pour le faire accepter, qu'ils "n'ont pas pu faire autre chose"

C'est bien évident que les syndicats ne peuvent pas faire autre chose. Alors c'est bien aux travailleurs de faire tout le reste, c'est à dire d'agir.

Mais les postiers ont ils bien fait tout le reste chacun dans leur coin? N'ont-ils bien trop attendu des syndicats? Attendu ce que les syndicats ne pouvaient pas leur donner? Ceux de Paris-Brune avaient bien montré que s'ils voulaient éviter le pire, ils devaient faire autre chose par eux-mêmes.

"NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS"

"QUELLES SONT LES REVENDICATIONS" "TOUT A LA FOIS" (réponse d'un jeune postier au Monde

31-10-1974)

Les syndicats, en "organisant" les assemblées annuelles de collecte des revendications ne se doutent guère qu'ils vont faire démarrer une des plus importantes grèves des PTT. Bien plus, qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, une grève qui va faire réfléchir tous les travailleurs en France.

C'est il y en a en 1974 une chose commune à tous: la hausse des prix accompagnée du chantage à la crise, c'est à dire la tentative par le capitalisme (quels que soient ses dirigeants) de faire payer par une réduction globale du niveau de vie les difficultés du capital "Français"

Cette "baisse de niveau de vie" va être la goutte d'eau pour tous les postiers qui va faire déborder le vase des revendications particulières de chaque centre. La revendication unificatrice - 200F pour tous uniformes - pas de salaires inférieurs à 1700F mensuels - va devenir celle de tous les "bas-salaires", auxiliaires ou fonctionnaires. C'est d'ailleurs autant la "popularité" de cette revendication de la grève elle-même qui peut expliquer la puissance de certaines manifestations, mais aussi son engagement illusoire dans les voies de la politique des syndicats et des partis.

Au centre de tri du PLM (gare de Lyon-3.000 postiers) la semaine d'action syndicale commence. On y discute de la grève de Paris-Brune, d'un peu de tout dans les assemblées de service et dans les AG, qui se tiennent pendant les pauses (pour éviter de "troubler le service") C'est là qu'apparaît le plateau revendicatif notamment avec les 200F pour tous et les 1700F mensuels, appuyés, si besoin, par la grève sans préavis.

Lundi le 14 octobre le service "des Paris" vote le "principe" d'une grève sans préavis. Le brigade D vote la même chose mardi soir. La brigade C le mercredi soir ne prend pas contre aucune position particulière. Le jeudi après-midi, 17 octobre, la brigade B adopte en AG avant l'embauche, une motion contenant des revendications spécifiques à leur brigade. La direction avait supprimé les heures supplémentaires du dimanche qui donnent droit à un double congé et des avantages importants en semaine. C'était une histoire relativement mineure, qui va tout déléguer finalement, mineure si on la considère par rapport aux revendications principales de la grève qui va suivre.

Une délégation intersyndicale va porter la revendication de la brigade B au directeur du centre; celui-ci refuse de recevoir ensemble les délégués. Ils reviennent devant l'assemblée. Ce n'est alors qu'un cri "on y va tous ensemble". Tout le monde dans les couloirs, un sous-directeur finit par accueillir les délégués. Ça dure longtemps; l'heure de l'embauche est passée depuis plus de 40 minutes. D'après le règlement des PTT tout débrayage de plus d'un quart d'heure signifie la journée entière de grève. On demande au sous-directeur quelles sont ses intentions à ce sujet. Il refuse de donner une réponse. Et on attend toujours. A 19h, il s'en va: il n'y a pas d'autre solution alors pour tous ceux de la brigade B que de constater qu'ils sont effectivement en grève pour leurs revendications sans s'en être rendu compte

Ils n'ont rien voté, rien décidé, pas suivi de mot d'ordre. ILS ONT AGI PAR EUX-MEMES ET POUR EUX-MEMES et c'est cela qui est le plus important.

La brigade C prend son service à 20h L'AG a lieu presque immédiatement, mais pas avant que les responsables syndicaux aient eu le temps eux de "prendre position". Pour eux réfléchir avant d'agir ça signifie voir si l'action des travailleurs pour leur intérêt peut concorder avec l'action du syndicat: FO est contre la poursuite de la grève, la CFDT est pour, la CGT reste entre les deux (sa position est normalement dominante dans la brigade C). Finalement, ce sont encore une fois les travailleurs qui balaisent tout et les délégués CGT et CFDT ne peuvent faire autre chose que déclarer "on vous soutient"

Le vendredi 18 octobre la brigade D au matin, puis la brigade A continuent.

La grève des PTT est commencée.

A ce moment les liaisons entre les tris sont faciles: ils se font dans le travail lui-même. Tous les centres ont depuis longtemps des problèmes particuliers et nombreux: à Austerlitz par exemple, les cadences. Vendredi soir 18 octobre, les 25.000 postiers des centres de tri de la région parisienne sont pratiquement en grève.

Durant le week-end du 19 à 20 octobre la lutte gagne les centres les plus importants de Province.

Tous avec le même caractère: C'est la grève:

- sans préavis

- illimitée

- pour des revendications de base simple, d'abord particulier^{es}, les conditions de travail (embauche, cadence) puis générale, salaires (1.700F mensuels - 200F uniformes pour tous)

Il n'y a pas vraiment d'occupation des centres de tri, mais ce n'est pas le mot qui importe: la grève est tellement unanime (90% environ) que les jaunes ne sont pas dangereux. Les centres sont utilisés comme lieu de rencontre permanent et ce sont eux que les flics chercheront à récupérer surtout en province.

La combattivité est exemplaire. Les tris, ceux de Paris particulièrement, sont déterminés à ne pas céder avant d'avoir obtenu ce qu'ils demandent. Mais si l'action de base a imposé la grève et les revendications aux syndicats, aucune autre initiative ne va venir des postiers en lutte, aucune autre action de base ne va donner un contenu conforme aux intérêts des postiers et à leur lutte.

Ce ne sera pas nécessaire apparemment parce que les syndicats sont là pour proposer et apporter un contenu à la lutte et que la majorité des postiers attendent que les délégués et les chefs syndicaux le fassent. Autrement dit, une fois qu'ils ont fait démarrer le char de la grève et qu'ils le poussent énergiquement par derrière, ils laissent les syndicats conduire le char dans la direction qu'ils choisissent et même freiner quand ils veulent. C'est ce qui explique que dès le départ:

- l'inter-syndicale organise tout dans les centres en grève
- les syndicats mènent les pourparlers
- les AG n'écoutent que des comptes rendus et ne décident que si oui ou non on continue - Rien d'autre. Bien que les centres soient largement ouverts chacun reste en dehors au picquet ou rentre chez soi après l'AG
- aucune liaison directe ne s'établit avec les autres centres, encore moins avec d'autres secteurs en grève: les centres et les bureaux sont fermés à "toute personne étrangère au service" (panneau affiché à Paris-Brune).

La force des postiers des tris, c'est finalement leur seule volonté de "poursuivre la lutte jusqu'au bout". La grève des tris bloque la poste entière. Leurs revendications affirmées dans la grève générale spontanée - est le premier et brutal coup d'arrêt à la politique du capital: accroître la productivité et réduire les salaires, donc accroître doublement l'exploitation.

Même limitée aux tris, la grève est politique pour cette seule raison parce qu'elle est totale et déterminée. C'est bien pour cela que les chefs syndicaux et les chefs politiques vont s'en occuper.

LA REPRISE EN MAINS DE LA GREVE DES POSTES

"Ce n'est pas ce mouvement qui nous surprend. C'est le retard avec lequel il éclate Il s'est produit une étincelle qui n'est pas d'origine syndicale et peut être demain tout va éclater ... Soyons francs, l'affaire peut aussi se dégonfler et lundi tout peut être presque normal" (A. FOSSAT - chef Force Ouvrière - PTT - au Figaro le 24-10-1974 soit huit jours après "l'étincelle" de la grève)

"Les syndicats certes ont très vite récupéré, contrôlé, puis développé le mouvement. Le climat était propice et le mécontentement réel" (Le Figaro 29-10-1974)

"Le CFDT - PTT demande solennellement au gouvernement l'ouverture des négociations" (tract CFDT-PTT)

Ces quelques lignes sur ou des syndicats résument assez bien ce qu'ils ont fait dans la grève. Les font bien comprendre que le travail d'un syndicat joue une fonction importante de régulation dans le système capitaliste. Vis à vis des travailleurs qui entrent en lutte et cherchent obscurément la voie de leur lutte, les empêcher d'aller "trop loin": le "désorganisation des services" dans la grève, c'est la mort du syndicat dont l'organisation colle à l'organisation du travail. L'action des travailleurs décidée par eux-mêmes, c'est aussi la mort des syndicats, car quel patron acceptera de discuter avec un syndicat auquel personne "n'obéit". C'est ce que dira Chirac le 22 novembre lorsqu'il déclarera: "La grève échappe aux syndicats"

Car en effet et c'est l'autre aspect de la fonction des syndicats", leur rôle devient inutile s'ils ne peuvent faire admettre aux travailleurs le minimum de règles imposées par les dirigeants et le capital pour le "bon fonctionnement du service". De sorte que, si les travailleurs maintiennent leur grève dur comme fer et que les dirigeants du gouvernement disent: "Les avantages réclamés sont impossibles à satisfaire" (Lalonde à l'Assemblée Nationale le 20-11-1974 lors du vote du budget des PTT), Les syndicats, entre les travailleurs et le gouvernement également butés, ne peuvent plus rien; ils apparaissent comme morts.

C'est alors qu'on parle comme dans la grève des postes à partir du 15 novembre de "situation sans issue" et qu'on a l'impression que ça peut durer longtemps sans que rien ne bouge.

C'est une fausse impression car les syndicats et le gouvernement s'emploient, chacun de leur côté, à la faire bouger. C'est ce qu'ils appellent "débloquer la situation".

- Il y a deux moyens de débloquer la situation, de défaire la grève des travailleurs:
- soit l'encadrer pour la canaliser et la faire aller sur les objectifs propres des syndicats au lieu de ceux des travailleurs (il n'y a pas de différence fondamentale sur ce point entre ce que font FO, la CGT, la CFDT)
 - soit la rendre inefficace en lui ôtant les moyens de sa puissance.

C'est la tâche des syndicats d'une part, du gouvernement d'autre part; et on ne peut pas dire qu'un des deux moyens soit réservé spécialement aux uns ou aux autres.

L'INTERVENTION DES SYNDICATS DANS LA GREVE

"Il ne faut pas dire, les syndicats ne font pas leur travail, ils font leur travail, celui qui est le leur" (intervention d'un gréviste dans une réunion 22-10-1974)

La grève a d'abord été étendue, sur mots d'ordre syndicaux, à l'ensemble des services des PTT dans la semaine du 20 au 27 octobre. En l'étendant comme cela, les syndicats prenaient, à l'échelle des 400.000 postiers, des garanties sérieuses:

- ils donnaient à la grève leur forme à eux, syndicats et non la forme que les travailleurs entrant eux-mêmes en lutte auraient pu lui donner (par exemple en refusant, là où elle n'existe pas spontanément, toute occupation des locaux). Hors des tris la grève fut la grève "chez soi" comme la font presque toujours les syndicats
- ils imposaient leurs revendications sans laisser se dégager des revendications de base.

Bien mieux, profitant de la popularité de la grève des tris, les syndicats essayaient de s'en servir de base pour une agitation (à leur manière, journées d'action, manifestations) dans l'ensemble des fonctionnaires, des services publics, des sociétés nationales etc ... On avait l'impression que tout un appareil puissant se mettait en marche vers la mi-novembre pour "forcer le gouvernement à céder".

Les postiers négociaient dans l'enthousiasme: la "solidarité" avec leur lutte venait de partout.

Mais rapidement après le 15 novembre, ils devaient vite déchanter:

- les manifestations: bien sûr, les syndicats en avaient organisé tant qu'ils avaient pu: des grandes, des petites, des uniques et des dispersées etc; Mais ces promenades faisaient elles autre chose qu'épuiser la combattivité des postiers. A faire des pancartes ou des fleurs en papier, à gueuler des slogans politiques, on oubliait des choses simples: que le fric s'épuisait, que le gouvernement et les patrons organisaient du courrier parallèle etc ... On avait l'illusion d'agir, mais on n'agissait pas pour les choses simples de sa grève.

Fin janvier 1971, le syndicat anglais des postes lançait une grève (en espérant qu'elle échouerait alors qu'elle dura six semaines) parce que le gouvernement offrait seulement 8% au lieu de 15% demandés; la grève rencontra le même enthousiasme qu'en France en novembre 1974. Voici ce qu'en écrivait un ex-postier anglais:

"L'UPW (3) organisa chaque semaine des rassemblements à Hyde Park, à Londres. Les défilés à travers le West End furent impressionnants. Au premier plus de 25.000 y prirent part, il y en eut près de 50.000 la 5ème semaine quand les techniciens des postes s'y joignirent pour un jour de grève. Avec une telle solidarité, on pourrait se demander pourquoi les leaders syndicaux n'ont pas envisagé de marcher sur quelques centraux téléphoniques où les jaunes travaillaient toujours. Ça aurait été plus efficace que d'écouter des discours à Hyde Park. Il y avait aussi d'autres endroits où courrier et colis étaient expédiés, ce qui aurait dû attirer l'attention des grévistes"

Deux pays: une même grève, mêmes méthodes syndicales.

- L'extension de la grève

L'enthousiasme pour "ce que faisaient les syndicats", l'espoir que "ça allait s'étendre" tombèrent vite. Pas à cause des syndicats, mais parce que, même les salaires (200F et 1.700F n'étaient pas une revendication pour d'autres fonctionnaires: comme à la SNCF ou à l'EDF, ou à la RATP où déjà on gagne plus.) Si effectivement, la grève était populaire parmi les "petits" salaires, ceux-ci étaient - bien que nombreux - trop dispersés dans différents secteurs et minoritaires dans chacun de ces secteurs.

Les OS de la fonction publique n'étaient nulle part aussi puissants et aussi motivés qu'au tri des postes, là où la grève avait démarré.

Les syndicats avaient des raisons aux-mêmes de chercher à étendre la grève à toutes les postes et à d'autres secteurs fonctionnaires, sous une forme à eux et dans leurs limites. Les partis de gauche et groupes politiques avaient des raisons à eux de pousser à une telle extension. Mais aussi sous une forme à eux et dans leurs limites.

Les secteurs des PTT qui étaient entrés aux-mêmes en grève avaient aussi des raisons à eux de chercher à étendre la grève mais par leurs propres méthodes et dans leur propre intérêt, dans l'intérêt même de leur lutte

S'en remettre aux syndicats et aux groupes comme ils l'ont fait, c'était croire que la grève s'étendait pour eux d'abord. Participer avec enthousiasme aux manifestations syndicales, c'était en quelque sorte déléguer leur grève. La phase d'agitation passée ils se retrouvaient seuls avec le sentiment d'être isolés. Ils avaient devant eux les mesures prises pour briser la grève que le pouvoir avait mis patiemment en place pendant qu'ils se promenaient dans la rue.

Il y a une vieille tactique syndicale devant une grève dure qui échappe au contrôle des appareils syndicaux: elle consiste à noyer, sous couvert de l'étendre, un mouvement dur et cohérent mais incontrôlé dans un mouvement plus vaste, vague mais contrôlé. Ce "vaste" mouvement cesse rapidement car il n'est qu'une "protestation" entraînant l'autre dans sa reprise ou tout au moins démoralisant suffisamment pour qu'il ne dure plus guère après.

La grève des tris, limitée aux tris, aurait pu durer si les travailleurs des tris avaient cherché à l'étendre eux-mêmes, là où cette extension était une défense de leur grève.

(3) Syndicat unique des postes.

(4) un certain nombre de postiers l'ont compris, ceux qui restèrent dans les centres menacés par les flics, au lieu de participer à la "manifestation de riposte" organisée loin des centres de tri par les syndicats. Il y avait bien là deux intérêts opposés.

Faute de cela, les syndicats ont doublement noyé la grève des tris, d'abord dans la grève générale des PTT, puis dans les "journées d'action" des fonctionnaires: au bout de cinq semaines, les fonctionnaires n'étaient plus agités, les secteurs faibles de la poste avaient repris et les tris se trouvaient pratiquement seuls dans la grève, seuls, démolés et avec un service de remplacement organisé.

-La commode des revendications

La lutte des tris, puis la lutte des postes, c'était d'abord une grève pour les salaires (1700F mensuels, 200F pour tous), contre l'augmentation de la productivité (embauche) et pour la stabilité de l'emploi (titularisation).

Dès le départ, il y eut des conflits, principalement avec FO et la CGT sur les salaires. Dans un tract CGT dans la première semaine de la grève, les 200F pour tous devenaient un acompte à valoir sur l'augmentation et le 1700F devenaient 1500F. Mais suite aux protestations énormes des postiers le tract est retiré et la CGT revient aux vraies revendications prétextant pour s'exuser qu'il y a eu des "fautes de frappe".

Mais ils n'eurent même pas besoin de défendre cette revendication. FO accroche les pourparlers avec le ministre dans la troisième semaine de la grève; la CGT et la CFDT purent ainsi prendre le train ministériel en laissant d'autres porter le chapeau. Et il en sortit un "protocole" qui répondait à un tas de questions de détail, souvent catégorielles (une soixantaine) mais ne réglait aucune des revendications essentielles.

Parce que ce protocole, soumis quand même aux postiers, fut rejeté partout, souvent dans un éclat de rire général, tout le monde en tira la conclusion que la grève restait dure et que ce n'était qu'un épisode sans importance.

Le protocole, c'était pourtant l'ennemi dans la grève: les catégories les plus assises dans les PTT pouvaient être sensibles à certains "avantages" ainsi personnalisés. Certains syndicats s'employaient à le démontrer donnant même comme FO des ordres de reprise sur cette base.

Cela ne paraissait pas important, mais ça commençait à effriter la grève qui, après six semaines, se réduisait de nouveau pratiquement à ce qu'elle était au départ: les centres de tri les plus importants.

Et ce n'était pas seulement FO mais tous les syndicats qui s'étaient prêtés à cela, en allant discuter avec le ministre: ils ne pouvaient faire autrement car c'est leur fonction même d'aller écouter les dirigeants et de dire aux travailleurs ce que les dirigeants proposent.

L'OFFENSIVE GOUVERNEMENTALE

Les maladresses calculées du ministre Lalong, les propositions de ce protocole, les grandes déclarations destinées à l'opinion publique ("les avantages réclamés sont impossibles à satisfaire" "le véritable coup de poignard à l'économie française" etc...), tout cela n'étaient que des éléments d'un plan plus vaste pour briser la grève elle-même en "s'organisant" pour la rendre inefficace. Quand Chirac constatait "la grève échappe aux syndicats", ça voulait dire aussi qu'il considérait que l'essentiel était d'entamer le bloc du tri, de "repréndre les centres de tri".

Reprendre les centres de tri, ça voulait dire y envoyer les flics pour les réoccuper et éventuellement y faire travailler les jeunes. C'est ce qui s'est produit au début de la grève à Caen, Rouen, La Rochelle, Marseille, Nice, St. Etienne, Dijon ... C'est ce qui s'est produit ensuite dans quelques centres et beaucoup plus vers la fin de la grève, sauf à Paris.

La combativité était quand même trop forte à Paris pour permettre une telle intervention. On peut dire d'après cette situation que le pouvoir des travailleurs face aux forces de l'ordre n'a pas atteint le niveau qu'on a pu constater dans les grèves anglaises depuis quelques années, mais les limites dans l'action des flics commencent à voir le jour.

Mais reprendre les centres de tri, c'est aussi organiser d'autres pour les remplacer. C'est l'organisation officielle de services parallèles avec l'aide des Chambres de Commerce de l'Armée, de la Gendarmerie qui pouvait travailler encore dans les postes. Mais c'est aussi toutes sortes d'initiatives privées organisées sur le plan des boîtes, des banques, des entreprises spécialisées comme des transporteurs routiers, de la SNCF, jusqu'aux messages personnels transmis par les journaux, etc.

Les ressources du capital sont innombrables quand ses intérêts sont en cause:

"Dès le début, toutes sortes de profiteurs avancèrent des projets mirobolants en offrant des services postaux de remplacement, à des tarifs très élevés, des grandes usines, banques, etc... firent leurs propres plans pour expédier et recevoir leur courrier. ... Les travailleurs des transports: docks, aéroports, chemins de fer ... etc ... commencèrent à transporter des marchandises normales réservées aux postiers ..."

Cette description n'est pas en France comme on pourrait le croire, mais Angleterre lors de la grève des postes de six semaines dont nous avons parlé.

Et l'auteur de l'article ajoutait:

"Aucun appel ne leur fut adressé pour autre chose que leur sympathie ou la bonne conscience de quelques shillings"

QU'EST CE QUE LES POSTIERS ONT FAIT POUR LEUR GREVE?

Pour qu'une grève dure il faut deux choses essentielles

- du fric pour tenir longtemps
- qu'elle soit efficace, c'est à dire "bloque l'économie", c'est à dire gêner les entreprises, les capitalistes qui obligeront ceux qui les servent, les hommes politiques au pouvoir à céder. Sinon on n'y croit plus.

Quand aux syndicats, ils suivront.

Qu'est-ce que les postiers ont fait pour ces deux choses: - le fric
l'efficacité

Pour le fric:

pratiquement rien sinon quelques collectes syndicales au bout de cinq semaines de grève. Pourquoi n'avoir pas fait cela dès le début? Et avoir soi-même cherché des solutions et les avoir organisées soi-même, sans attendre que d'autres "bonnes (ou mauvaises) volontés" le fassent.

Les postiers portaient avec une paie entière (autour du 18-10) et par suite du décalage des paies auraient une autre paie complète le 18-11. Le problème de fric ne se posait donc qu'après. Cette impression de "sécurité" était sans doute renforcée par le sentiment que "le pouvoir céderait rapidement".

Il y avait pourtant eu l'exemple de Lip où les travailleurs ont volé des montres pour se faire du fric et avaient tenu huit mois. On peut imaginer ... d'autres solutions pour avoir du fric. Et le faire soi-même. Si un syndicat ou tous les syndicats tiennent les fonds de grève, que se passe-t-il lorsqu'ils veulent la reprise et que les travailleurs ne le veulent pas? ça vaut quand même la peine d'y penser.

De toute façon, ça ne se posait pas aux PTT au cours de la grève: il n'y avait pratiquement pas eu de collectes (2 millions d'anciens francs pour 40 jours de grève pour les 2.500 postiers d'Austerlitz par exemple). Mais on peut voir pour le futur.

Pour l'efficacité

Il faut voir les choses en face.

Organiser sa grève, c'est d'une manière ou d'une autre, à un moment donné s'opposer aux "forces de l'ordre".

Les syndicats, tous en chœur ont déclaré, dès que les flics sont intervenus dans les centres : "Il n'est pas question que nous nous opposions aux forces de l'ordre"

S'opposer aux forces de l'ordre, ça peut signifier la bagarre. Mais ça peut aussi signifier que les forces de l'ordre n'interviendront pas. Il suffit qu'ils sachent, à cause de la détermination et de l'auto-organisation de ceux qui luttent, de la solidarité active qui peut surgir d'autres travailleurs, que ça risque d'avoir des conséquences plus sérieuses pour eux que ce qu'ils obtiendront en intervenant. Alors ils n'osent pas agir directement par crainte d'une explosion plus générale.

C'est exactement ce qui s'est produit dans les grands centres de tri parisiens où les flics ne sont finalement pas intervenus alors que partout, ils l'avaient déjà fait dans les centres de province. Les dirigeants ont alors changé de tactique : ils ont organisé un cordon sanitaire autour des tris de la région parisienne et développé l'organisation de la poste parallèle avec les centres de province qui avaient repris. C'est à ce moment qu'il y aurait peut être eu des liaisons à établir directement pour rompre le blocus.

Dans la mesure où il n'y avait pas de jaunes, l'occupation des centres de tri n'était pas peut être aussi essentielle qu'il pouvait paraître. Cela pouvait l'être à Paris ou dans d'autres centres comme à Caen - gare où le tri a été occupé deux fois par les flics et reconquis trois fois par les grévistes. De toutes façons, c'était aux postiers aux mêmes de décider de ce qui était nécessaire pour leur grève. Mais, ce qui est sûr, c'est que pour rester efficace, la grève devait porter ses coups partout et sans attendre, là où on essayait de "détruire les centres de tri", c'est à dire de les reconstruire ailleurs.

Au début, cela pouvait paraître comme pas du tout nécessaire de se préoccuper de ce que faisait le gouvernement et les capitalistes pour "tourner" la grève.

Même le 15 novembre, Lelong annonçait 600.000 lettres acheminées par jour (40 tonnes) et pour bientôt 1.500.000 lettres. Alors qu'en temps normal chaque jour, les postiers "trattaient" 35 millions d'objets dont 15 millions de lettres. A ce moment, il y avait 1.500.000 sacs postaux en route (40.000 tonnes)

La majorité des postiers croyaient alors les syndicats quand les délégués déclaraient que tout ça n'avait guère d'importance et que, de toute façon, il était impossible de dépister et d'agir contre la poste parallèle.

Si l'on s'abandonnait à la magie des chiffres, on pouvait effectivement se marrer.

Mais les chiffres ne représentaient que la réalité d'un moment. Et c'était seulement l'organisation parallèle officielle, pas l'organisation privée. Les chiffres ne représentaient pas non plus ce qui pouvait être fait rapidement appuyé sur ce réseau en développement si une partie des postes reprenait.

Il ne faut jamais sous estimer la capacité d'adaptation et la vitesse de riposte des patrons quand leur intérêt est en cause, ni surestimer ses propres forces.

Quelques tentatives furent faites sur les centres parallèles :

- à NANCY 300 postiers occupent la chambre patronale où un centre de tri est installé, vident les jauges et les casiers, mais se retirent " à la demande des syndicats parce que les flics menacent d'intervenir ".
- à PARIS, des "inconnus" mettent le feu le 14 novembre 1974 au centre de tri provisoire installé dans un gymnase appartenant à La Chambre de Commerce de Paris. Des centaines de lettres crament.
Expédition de postiers ou initiative d'un groupe politique ? On ne sait, mais cette forme d'action isolée et clandestine, si elle paraît aller dans le même sens que celle de Nancy, en est différente. A Nancy, c'est un timide essai d'agir par soi même dans son intérêt collectivement. C'est sans ambiguïté et personne ne pense à autre chose qu'aux postiers eux mêmes en lutte. Dans l'incendie de Paris au contraire, cela pourrait tout autant passer pour une provocation : l'ambiguïté vient précisément du fait qu'il s'agit d'une initiative individuelle et limitée qui ne peut en aucun cas remplacer l'action de tous.

Faute d'avoir vu qu'il fallait porter la lutte par eux mêmes partout où c'est nécessaire, dès le début de la grève, les postiers en grève ont laissé se construire l'instrument qui rendait leur grève inutile.

Les capitalistes ont tenu et ils ont riposté.

Les postiers ont pensé à riposter au moment où ils n'avaient plus de fric et où ils commençaient à se rendre compte que leur grève devenait moins efficace.

Pourtant, ils avaient tous les moyens d'agir par eux mêmes et pour eux mêmes :

- des locaux dans toute la France
- des téléphones et des voitures pour avoir des contacts avec les autres postiers et avec les autres travailleurs.
- des liaisons habituelles avec les cheminots, les transporteurs, les services courriers des boîtes, etc...
- ils étaient 300.000 disponibles dans toute la France ...

Ils auraient pu en savoir avec l'aide de tous (car la grève était populaire) . Et agir et organiser la riposte partout où cela était nécessaire.

"EN POURSUIVANT LA GREVE AU DELA D'UN CERTAIN POINT, VOUS METTRIEZ EN CAUSE LE FONCTIONNEMENT NORMAL DES INSTITUTIONS "

(Lelong, ministre des PTT aux postiers- France Soir
15-11-1974

La grève des postes s'est "terminée" le 2 décembre 1974. Elle a duré plus de six semaines dans les tris. La reprise s'est faite comme la grève avait commencé, comme la grève avait marché, en ordre dispersé, séparément, brigade par brigade, centre par centre, sans aucune liaison. Il ne pouvait pas en être autrement puisque tout contact n'avait pratiquement pas été pris entre les bureaux et les centres. D'abord en Province, puis à Paris. Jusqu'au dernier moment, dans les centres importants, il y avait comme au début, entre 80 et 90 % de grévistes.

La grève des postes s'est terminée en apparence.

Dans les tris les plus importants, le travail a repris au ralenti. La quasi-totalité des postiers, auxiliaires et titulaires trient A LEUR CADENCE, pas aux cadences imposées par la direction.

D'après les syndicats , ils continuent la lutte ainsi pour obtenir le paiement des jours de grève (qui seraient retenus sur cinq mois , ce qui signifierait que des auxiliaires n'auraient pendant ce temps que 90.000 par mois pour vivre ...)

Mais le fait que cette lutte soit unanime et qu'elle utilise comme moyen précisément ce qui est leur principale revendication : l'abaissement des cadences , la grève perlée des centres signifie beaucoup plus .

Les postiers , cette fois , font ce qu'ils n'ont pas osé faire pendant toute la grève : ILS PRENNENT CE QU'ILS VEULENT AVOIR .

Cela dure depuis quinze jours dans les tris de Paris , malgré les menaces de sanctions , malgré l'embauche de nouveaux auxiliaires , etc...

La direction a essayé de faire signer des engagements de faire la cadence "normale " sous peine de sanctions ; elle n'a récolté que des signatures "refus "

C'est la lutte qui continue sous une autre forme , mais y a-t-il plus de liens maintenant que pendant la grève ?

POURQUOI LA GREVE S'EST DEROULEE COMME CELA ?

Les postiers ont cru :

- que le gouvernement céderait vite .
- qu'ils avaient assez d'argent pour atteindre ce moment .
- qu'ils suffisaient de rester tous en grève bien fermement pour triompher .
- qu'ils pouvaient "faire confiance " aux syndicats pour faire "tout " ce qui était nécessaire au moment voulu .

Ce qui s'est passé a montré que tout cela n'était pas tout à fait vrai .

La grève , c'est la lutte de chacun pour ses intérêts à lui travailleur . Lutter pour ses intérêts , c'est d'abord prendre les moyens de la faire , les moyens que l'on choisit soi-même au moment que l'on juge le meilleur .

Il faut voir maintenant si rester passifs dans les centres , marcher dans la rue en gueulant des slogans ou chantant des chansons , c'était la meilleure forme de lutte pour nos intérêts .

La grève , ce n'est pas un échec lorsque les travailleurs , ceux des postes ou d'ailleurs en tirent sux-mêmes les leçons . Si chacun sait voir toutes les armes dont il peut disposer , si tous se décident à agir par eux mêmes .

C'est maintenant que les postiers peuvent voir , entre eux , alors que la lutte continue , s'il n'y a pas d'autres moyens d'obtenir ce qu'ils veulent .

Et d'agir par eux mêmes , pour eux mêmes , en sachant bien que :

"NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS "

+++++
Brochures disponibles (I F l'exemplaire) et contacts à SIMON Henri 34 rue St Sébastien
75011 PARIS

Rédigé par nos soins